
ETAT DES LIEUX DE LA SITUATION DE SECHERESSE

DANS LE DEPARTEMENT DU NORD OUEST ET
DANS LE HAUT ARTIBONITE



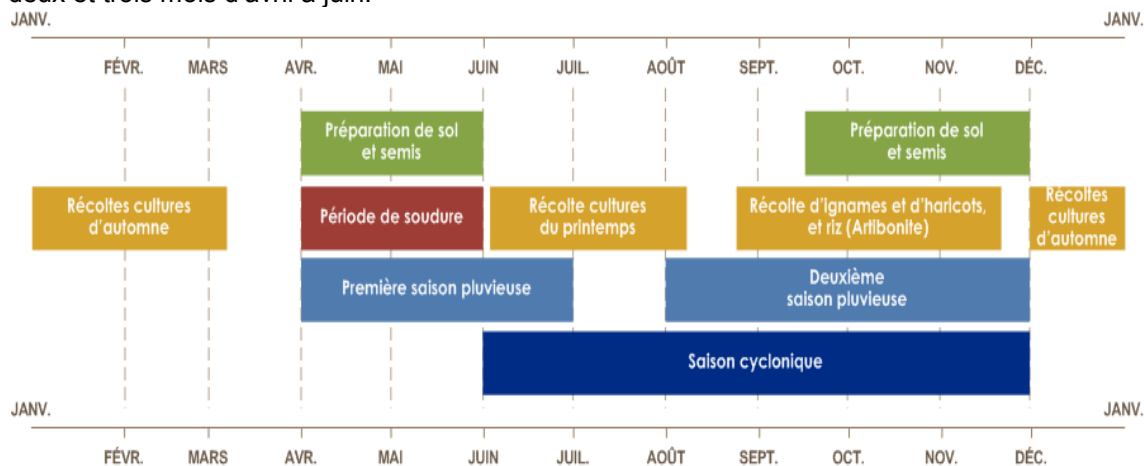
Le rapport de recherche d'Oxfam et Action Contre la Faim est rédigé dans le but de partager des résultats de recherche, de contribuer au débat public et d'inciter à commenter les problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

TABLE DES MATIERES

CONTEXTE	3
PLUVIOMETRIE	4
PRODUCTION AGRICOLE	5
SITUATION SUR LES MARCHES	7
MAIN D'ŒUVRE	8
NUTRITION / SANTE	9
ACCES A L'EAU	11
CONCLUSION	12
RECOMMANDATIONS	12
REMERCIEMENTS	14

CONTEXTE

Selon le calendrier saisonnier d'une année normale, Haïti bénéficie de une à trois saisons de culture: une campagne de printemps qui représente environ 60% de la production agricole annuelle, une campagne d'été et une campagne d'automne. La période de soudure dure entre deux et trois mois d'avril à juin.



Calendrier saisonnier pour une année typique (Source : Fewes Net)

Depuis plusieurs années, les départements du Nord-Ouest (et en particulier le bas Nord-Ouest) et du Haut Artibonite font face annuellement à une période de sécheresse prolongée occasionnant la perte de récoltes et la décapitalisation des moyens d'existence des ménages les plus vulnérables.

Selon le rapport d'évaluation de la CNSA¹, cette année il y a eu un arrêt prématuré de la saison des pluies, une absence totale de pluie dans certaines zones et un démarrage tardif dans d'autres zones. Ces événements climatiques répétitifs tendent à devenir chroniques et confirment une plus grande vulnérabilité des populations face au changement climatique global. En effet, les analyses IPC placent systématiquement les communes de ces deux zones dans une situation oscillant entre « stress » et « crise » alimentaire ces dernières années.

Cette année la période de sécheresse se prolonge de manière alarmante sur les deux départements du Nord-Ouest et Haut Artibonite. Elle perdure depuis l'année dernière avec une pluviométrie en berne et s'est aggravée depuis le mois de mars 2015 provoquant des pertes majeures des campagnes d'automne 2014 et de printemps 2015 étendant la période de soudure à sept mois².

Les dernières cartes produites par les exercices IPC de classification de l'insécurité alimentaire aigue, supervisés par la Commission Nationale de la Sécurité Alimentaire, mettent clairement en évidence une dégradation de la situation depuis Décembre 2014 sur l'ensemble du territoire national, et plus particulièrement dans le Nord-Ouest et le Haut Artibonite, de nombreuses communes étant passées d'une classification de « stress » à une situation de « crise ».³

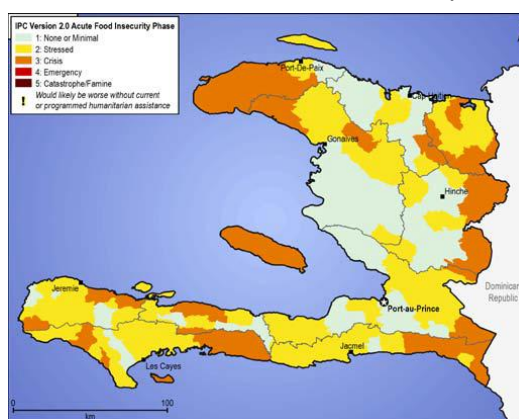


Figure 1 C les plus probables de la sécurité alimentaire, septembre à décembre 2015 (Source : Fewes Net)

¹ CNSA, Evaluation rapide de la situation agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle, Mai 2015

² HAITI Perspectives sur la sécurité alimentaire, Juillet à décembre 2015, CNSA / FEWSNET

Cette situation est en grande partie due au phénomène El Nino. Ce dernier a touché le pays durant toute l'année 2015 entraînant une baisse de la pluviométrie. Les analyses démontrent que l'effet El Nino va se poursuivre jusqu'au printemps 2016⁴, période durant laquelle son effet devrait commencer à diminuer⁵, et impactera négativement la campagne agricole d'automne qui s'étend de septembre à décembre, la première campagne d'hiver de 2016, voire peut-être même la campagne de printemps 2016.

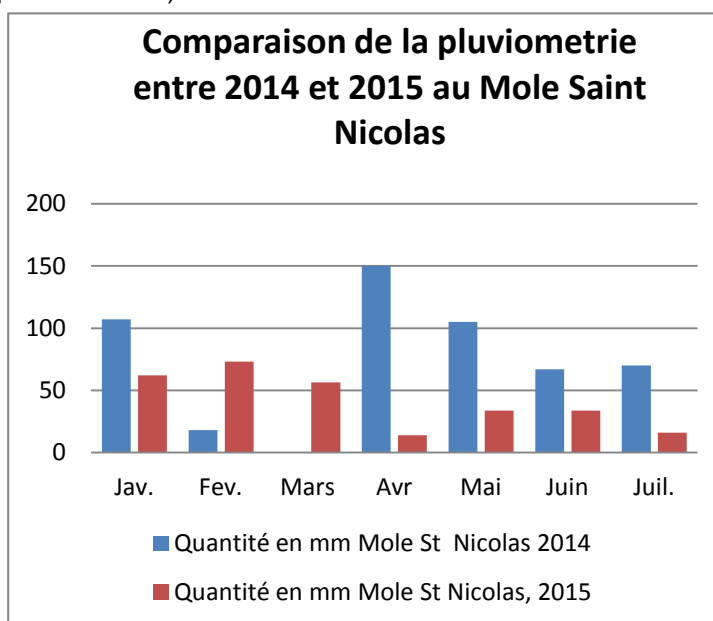
Face à cette situation, ACF et OXFAM ont estimé nécessaire de procéder à un état des lieux de la situation sur leur zone d'intervention commune à savoir le Haut Artibonite et le bas Nord-Ouest.

PLUVIOMETRIE

De manière générale, on constate une dégradation importante de la pluviométrie sur l'ensemble de la zone agro-écologique HT01⁶. Bien que certaines zones aient enregistré récemment quelques pluies, cela n'est pas suffisant pour inverser la tendance et la situation demeure dégradée dans son ensemble sur les deux départements. Au cours des 18 derniers mois, les communes du bas Nord-Ouest ont fait face à de graves déséquilibres hydrauliques préjudiciables aux PMH et systèmes d'approvisionnement en eau. Cette situation n'est pas sans conséquences sur l'approvisionnement en eau des différentes communautés.

Au niveau des communes Baie de Henne et Mole St Nicolas, selon les données collectées à partir des stations météo d'Action Agro Allemande, déjà en 2014, la situation pluviométrique était très critique. En effet, au niveau de la commune de Baie de Henne, les précipitations moyennes reçues pour l'année 2014 ont été de l'ordre de 924,392 mm tandis qu'on a enregistré 1174,35 mm de pluie au niveau de Mole St Nicolas. Si l'on compare la pluviométrie sur une même période, on constate que la situation déjà critique en 2014, n'a fait que s'empirer au cours de l'année 2015 (voir graphique ci-dessous).

Des données additionnelles collectées auprès de la direction départementale agricole de l'Artibonite montrent que la situation n'est pas différente. 6 des 7 stations sentinelles présentent des cumuls de précipitations en 2015 inférieures aux moyennes disponibles pour ces mêmes stations sur la même période soit de janvier à août (graphe ci-dessous). Ce déficit étant plus marqué pour les communes de Gros Morne et Ennery. Ces deux communes étant considérées comme le château d'eau du bassin versant, on comprend donc l'assèchement de nombreux forages et le tarissement de cer-



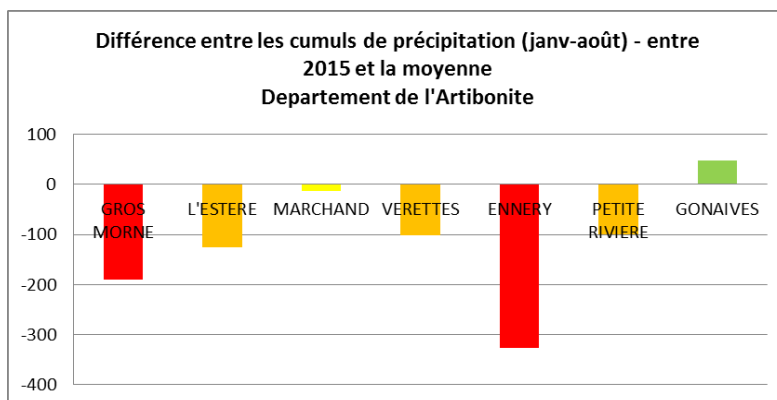
³ Stress (IPC 2) = même avec l'aide humanitaire, au moins 1 ménage sur 5 dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : une consommation alimentaire réduite et d'adéquation minimale mais incapacité de se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation irréversibles. Crise (IPC 3) = même avec l'aide humanitaire, au moins 1 ménage sur 5 dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires considérables et malnutrition aiguë à des taux élevés ou supérieurs à la normale OU marginalement capable de couvrir le minimum de besoins alimentaires en épuisant les avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui conduira à des déficits de consommation alimentaire

⁴ WFP – El Nino : Implications and scenarios for 2015 – VAM Analysis

⁵ Climate Prediction Center – EL Nino Southern Oscillation Diagnostic – ENSO Alert System Status 10 September 2015

⁶ Zone agro-écologique HT01 : zone littoral sec maïs et charbon, dont nos zones d'intervention (Nord-Ouest et Haut Artibonite) font partie. Sources : HAITI profils des moyens d'existence, FEWS NET, CNSA

taines sources observées dans le département ainsi que la diminution du débit des rivières.



PRODUCTION AGRICOLE

Le premier impact de la sécheresse est une diminution des rendements. Rappelons qu'en Haïti l'agriculture est quasi essentiellement pluviale, même là où il existe des infrastructures d'irrigation, vu leur état de délabrement, la diminution du débit des rivières et le prix de l'essence pour les systèmes alimentés par pompage, elles ne profitent pas vraiment aux activités agricoles.

Du fait de la sécheresse, la campagne d'automne 2014 ainsi que la campagne de printemps 2015 ont été ratées. Les principales cultures ont été plantées mais n'ont pas germé (Maïs, Petit Mil, Pois Congo, Pois de souche, Patate, etc...). En effet, la production agricole de la campagne de printemps (principale saison agricole couvrant la période allant de mars à juin) est inférieure de 50% par rapport à une année de référence⁷ au niveau national et dans certaines zones du Nord-Ouest, la perte de la récolte de printemps (Maïs et Haricot) est estimée à plus de 80%⁸. Selon la Direction Départementale Agricole du Nord-Ouest les pertes de la saison de printemps sont estimées entre 90 à 95% (Maïs et Haricots)⁹. Selon un rapport publié par Heifer International sur la situation de la sécheresse en Haïti¹⁰, il a été observé dans les communes de Mahotièrre et de Citerne Remy, une destruction totale ou partielle des récoltes, une diminution du rendement des cultures au niveau de ses programmes en cours d'implémentation.

Le Responsable du Bureau Agricole Communal (BAC) de Bombardopolis confirme l'ensemble de ces données expliquant que la campagne agricole allant d'octobre 2014 à mars 2015 a échoué de 85% en zone de plaine et de plus de 95% en zone de montagne entre mars et juillet 2015 en raison de l'absence de pluie. En effet, les agriculteurs du Nord-Ouest et Haut Artibonite ont préparé les sols et le semis au niveau de certaines zones. Cependant, la majorité de ces parcelles en attente des premières pluies n'ont pas été emblavées. La FAO/MARNDR ont procédé à des distributions de semences pour les campagnes d'hiver 2014 et de printemps 2015 mais cela s'est soldé par un échec à cause de la sécheresse et du manque de terres irriguées. Il commente également que les cultures qui ont germé des agriculteurs qui avaient emblavé leurs champs ont toutes brûlées. Seuls les petits périmètres irrigués ont pu réaliser un minimum de récolte mais cela est insuffisant pour répondre aux besoins de la population.

On constate également une baisse des superficies emblavées de près de 70% des superficies normalement travaillées pendant la saison du printemps¹¹. Au regard de la baisse de la production agricole ces dernières années causée par les périodes sèches récurrentes, les agriculteurs hésitent à entamer des travaux de préparation de sol et de semis sachant qu'ils ont été victimes de la rareté de la pluie. Cette situation entraîne une diminution des superficies habituellement cultivées. Ajouter à cela, - la faible disponibilité et le coût élevé des intrants agricoles, tels semences et fertilisants, associés à un désengagement de plus en plus marqué des acteurs qui

⁷ Rapport Fewsnet / CNSA, *Haïti Perspectives sur la sécurité alimentaire*, juillet à décembre 2015

⁸ CNSA, *Evaluation rapide de la situation agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle*, Mai 2015

⁹ Direction Départementale Agricole du Nord-Ouest, *Plan opérationnel de réponse à la sécheresse dans le Nord-Ouest*, Aout 2015

¹⁰ L'impact de la sécheresse sur les projets de Heifer International Haïti

¹¹ Oxfam Haiti Situation Report, Food Security Crisis. Number: 1 / August 25, 2015

apportaient des intrants, - la rareté et la cherté de la main d'œuvre agricole, - l'augmentation des prix des produits locaux sur le marché qui conforte l'agriculteur dans son hésitation sachant au préalable que ses produits ne pourront pas concurrencer ceux importés car les prix stagnent au niveau international.

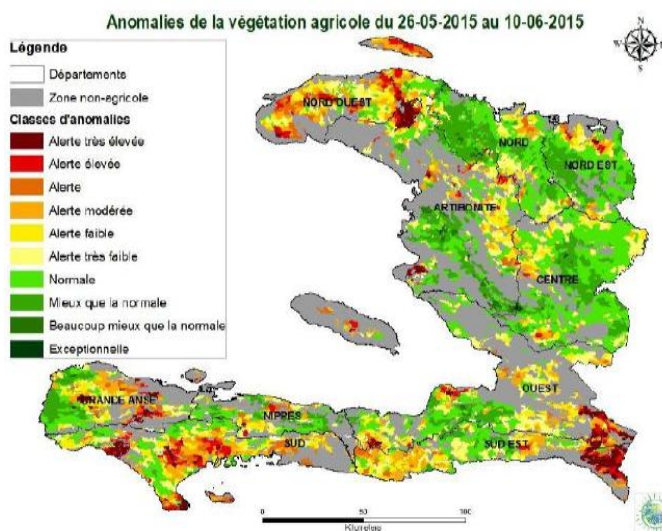
Elevage / Santé Animale

Les cultures fourragères mises en terre sont perdues à cause de la sécheresse et il ne reste pas d'échantillon des plantations de printemps.

On constate une carence en fourrage et en eau pour le bétail et une forte prévalence de maladies sur le cheptel : chez les porcins et les caprins, prévalence de la fièvre, de la diarrhée et du charbon ; chez les volailles, notamment les poules, prévalence de la toux et inanition ; cas de parasitose externe et interne en augmentation ; cas d'aveuglement d'animaux constatés à Baie-de-Henne dues à une carence grave en vitamine. Les différents BAC corroborent ces constatations. Le rapport de l'évaluation rapide réalisée par la CNSA en mai 2015 faisait déjà état qu'un manque de fourrage a entraîné la divagation des cheptels à bas prix devenus trop maigres qui commençaient à perdre de leur valeur marchande et même de morts d'animaux dans le Nord-Ouest où la situation du bétail semble plus critique que dans d'autres zones du pays¹². Le Directeur du groupement des Bureaux Agricoles Communaux du Bas Nord-Ouest observe que la commune de Baie-de-Henne, et surtout la première section Citerne Rémy, est la plus touchée. La DDANO y a enregistré le nombre le plus élevé de cas de mortalité de petits bétails comme les caprins. Ces observations sont identiques à celles faites par l'organisation Heifer qui a, elle aussi, observée une migration des populations animales à cause du manque d'eau et de fourrage conséquent à la situation de sécheresse.

Couverture Végétale

Au même titre que la pluviométrie, on constate une dégradation accrue de la couverture végétale dans les différentes communes et sections communales du Nord-Ouest et Haut Artibonite. Les producteurs abandonnent les plantations et les cultures fourragères et s'adonnent à la coupe de bois et la fabrication de charbon de bois pour faire face à la situation. Cette période est en effet particulièrement marquée par une augmentation de la vente du charbon de bois. En dehors de l'abattage des arbres, la pratique de l'élevage libre, déterminée par le manque d'eau et de fourrage, contribue aussi à la dégradation de la couverture végétale. La carte du Centre National de l'Information Géo-Spatial (CNIGS) confirme cette dégradation. La couverture végétale agricole du pays s'est considérablement dégradée avec une atteinte plus marquée de certains départements (notamment le Nord-ouest et le haut Artibonite) et de certaines communes à l'intérieur d'un département.



¹² CNSA, Evaluation rapide de la situation agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle, Mai 2015

SITUATION SUR LES MARCHES

Disponibilité

Les principaux produits alimentaires de base comme le riz, le maïs, le haricot, le petit mil, le manioc, la patate, le giraumont, sont disponibles sur les marchés locaux. Du fait du déficit de la production agricole de la zone, ce sont des produits qui sont importés soit localement soit de l'étranger, principalement des Etats-Unis et/ou de la République Dominicaine. Ainsi, malgré la situation difficile, les marchés sont plus ou moins bien approvisionnés.

Accès

Les principales sources de revenus de la population de la zone sont : la vente de produits agricoles, vente de bétail, le travail journalier et la pêche pour les zones côtières. En raison de la baisse considérable de la production agricole, les ménages se sont vus obligés d'abandonner la vente de récolte, source de revenus la plus importante, au bénéfice de la vente de bétail, qui est pour eux une forme de décapitalisation.

Les parcelles cultivées se faisant de plus en plus rares, il est impossible de trouver du travail dans le secteur agricole (les propriétaires de terres ne font pas ou presque plus de sarclage en raison de l'impossibilité de produire à cause de la sécheresse). Situation qui incite les ménages à se tourner beaucoup plus vers des activités de pêche et de production de sel pour les zones côtières et de production de charbon de bois pour garantir un revenu. En somme, le pouvoir d'achat des habitants a diminué considérablement à cause de la réduction conséquente de la production agricole.

Prix des produits alimentaires

En raison de la faible productivité des dernières campagnes agricoles, on constate une augmentation du prix des denrées alimentaires produites localement. Comme le souligne le rapport CNSA/Fews Net sur les perspectives sur la sécurité alimentaire de juillet à décembre 2015, la marmite de haricot noir a connu une hausse de 100% sur l'ensemble du pays.

Nos suivis des prix confirment ses tendances, le prix de la patate douce ayant augmenté de 75% et celui du maïs moulu de 66% entre août 2014 et août 2015 sur le marché de Mare Rouge. Les marmites du pois Congo et du maïs ont vu leur prix augmenter d'environ 50% à Jean Rabel, Môle St-Nicolas et Bombardopolis.

Bien que l'on observe une augmentation de 21% du prix du riz importé sur le marché d'Anse Rouge entre les mois de février à juillet et de 25% sur le marché de Mare Rouge entre août 2014 et août 2015, les prix des produits importés semblent se maintenir stables. Cependant, la sécheresse touche également la République Dominicaine et risque de provoquer également la hausse des prix des produits alimentaires importés de ce pays.

MAIN D'ŒUVRE

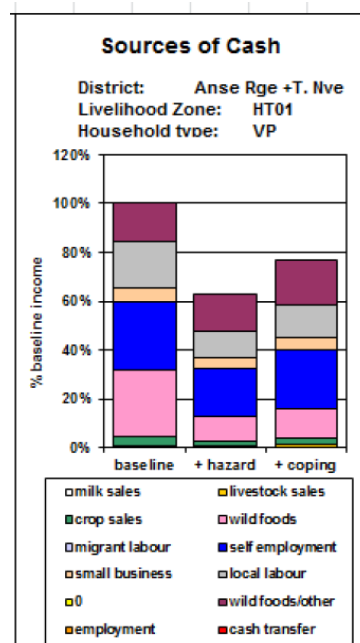
Près de 70% de la main-d'œuvre rurale en Haïti vient des activités agricoles¹³. Cette source de revenu est généralement très importante chez les ménages pauvres et très pauvres représentant plus de 35% de leurs revenus. Comme précisé plus haut la sécheresse, ayant entraîné une baisse des activités agricoles, induit une incidence négative sur la demande de la main-d'œuvre et principalement sur le pouvoir d'achat des plus pauvres.

Seuil de survie et Protection des moyens d'existence

Avant la sécheresse, le total des revenus des ménages très pauvres des communes d'Anse-Rouge et Terre Neuve (zone HT01) était constitué de l'auto emploi à hauteur (27%), la vente des aliments (27 %) et la vente de main d'œuvre (20%). En juillet 2015, avec la sécheresse, le total des revenus a décéléré en voyant passer les deux premiers postes à 13% et les revenus tirés de la vente de main d'œuvre à 11 %.

Pour faire face à ce manque de revenus, dû aussi à la diminution de la demande de main d'œuvre agricole, les ménages très pauvres ont augmenté leur auto-emploi à hauteur de 36% et la vente des produits agricoles qui a généré 17% du revenu total grâce à l'augmentation des prix de ventes. Quoiqu'une forte partie de la population s'adonne aussi à la fabrication de charbon, la rareté des ressources ligneuses en fait une stratégie de moins en moins rentable.

Dans l'ensemble, les revenus générés sont inférieurs de 25% comparés à l'année de référence, couplée à la baisse de la production propre, cette situation a entraîné un déficit de survie chez les ménages d'environ 30%.



Stratégie d'adaptation/Moyens d'existence

En raison de cette situation dégradée, la population, en premier lieu les ménages les plus vulnérables, se voit obligée de recourir à des stratégies d'adaptation à risque. Les principales stratégies identifiées sont :

- Augmentation de l'exploitation du charbon de bois : En effet, pour subvenir à leurs besoins, la population coupe les arbres pour les transformer en charbon qu'ils envoient vendre à Port-au-Prince ou dans d'autres villes. Ce qui ne fait qu'augmenter le déboisement qui, à long terme, perturbera davantage le cycle de l'eau et accentuera les effets du changement climatique.
- Elevage libre / divagation du bétail : Les ménages augmentent les ventes de bétail pour se procurer de la nourriture, mais aussi parce que celui-ci ne peut être entretenu à cause du manque de fourrage et d'eau, et à cause de la prévalence des maladies du bétail. Cette situation entraîne une baisse des prix du bétail qui sont 20 à 30 % plus faibles que l'année dernière.
- Réduction du nombre de repas par jour : La majorité des ménages affirme ne plus consommer qu'un seul repas par jour au lieu des trois repas recommandés en moyenne à cause du manque d'accès aux produits alimentaires (94% des ménages enquêtés adoptaient cette stratégie dans le cadre de l'enquête menée par OXFAM dans les communes de Terre Neuve et Anse Rouge).

¹³ Evaluation de l'impact de la sécheresse sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence dans le Haut Artibonite et le Nord-Est, juillet 2015 OXFAM.

- Epuisement des stocks de réserve : D'habitude, les ménages mettent une partie des récoltes de côté. Ces réserves sont aujourd'hui épuisées, soit utilisées lors de la précédente campagne qui a échoué, soit utilisées comme nourriture pour la famille dans le cadre d'un manque de politiques publiques qui supportent le stockage communautaire.
- Migration : Migration vers d'autres villes telles Gonaïves, Port-de-Paix, Port-au-Prince ou migration externe vers la République Dominicaine et/ou les Etats-Unis.

NUTRITION/SANTE

La dégradation de la sécurité alimentaire pourrait avoir de potentiels impacts sur la situation nutritionnelle.

D'après une évaluation rapide menée conjointement avec OXFAM en juillet 2015, dans les communes du haut Artibonite et du bas Nord-Ouest, il a été observé que la majorité des ménages avait diminué leur consommation alimentaire avec en moyenne 1 repas par jour et une diète très peu diversifiée. Les céréales (riz, maïs) étaient le groupe d'aliments le plus souvent consommé. Les produits laitiers n'étaient presque pas consommés, la viande et le poisson rarement et les légumes encore plus rarement. Dans certaines communes, les végétaux n'étaient pas disponibles non plus sur le marché alors que la viande était disponible une fois par semaine dans certaines localités¹⁴ comme conséquence de la situation de sécheresse.

Une autre évaluation menée par OXFAM¹⁵ dans le Haut Artibonite et Anse Rouge (auprès de 360 ménages) a confirmé les constatations précédentes démontrant que près de 93.6% des ménages avaient une alimentation peu diversifiée. Toujours selon cette même évaluation, de manière générale, près de 80% des ménages de la catégorie très pauvres présentaient un score de consommation alimentaire pauvre¹⁶. Tandis que dans la commune des Gonaïves, le nombre de ménages présentant un SDA avec moins de quatre groupes d'aliments consommés était de près de 85% alors que 70% avaient une consommation inadéquate.

Les données nutritionnelles disponibles actuellement ne sont pas suffisantes pour donner une idée précise de l'impact de la sécheresse sur la nutrition dans les départements affectés. Cependant, des tendances semblent se dégager mettant en évidence l'existence de poches de malnutrition où la situation se détériore.

Les données de dépistage de la malnutrition aigüe disponibles du programme Kore Lavi¹⁷, entre mars/avril et août 2015 nous indiquent que le département du Nord-Ouest présente la proportion de MAG la plus élevée (Malnutrition Aigüe Globale). Même si la tendance est à la baisse depuis le mois de mai, les chiffres restent toujours bien supérieurs aux autres départements d'intervention du programme (Sud Est, Centre, Artibonite et Ouest). Pour ce qui est de la zone du Haut Artibonite¹⁸, les proportions des enfants détectés MAG présentent une nette diminution par rapport au mois d'avril 2015 (voir graphique ci-dessous).

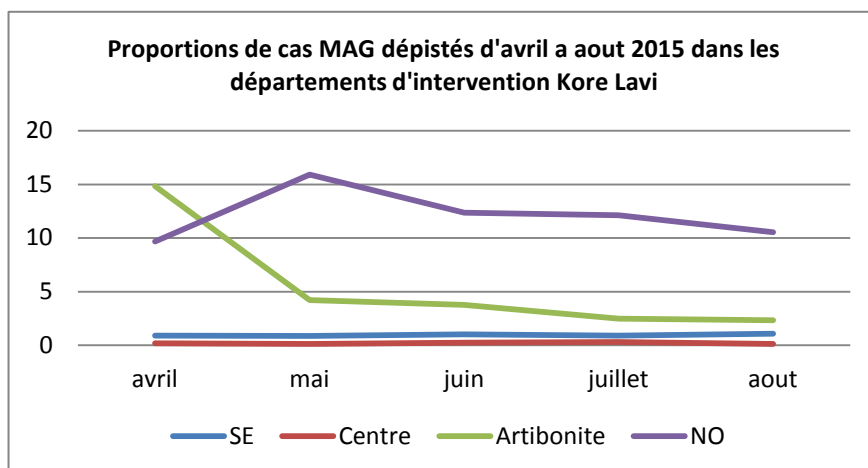
¹⁴ Évaluation multisectorielle en Eau Assainissement Hygiène (EHA), Nutrition et Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existences (SAME) dans le cadre du consortium ACF et OXFAM, en vue du FSTP, en Haut Artibonite et Nord-Ouest d'Haïti. juillet 2015

¹⁵ OXFAM Evaluation de l'impact de la sécheresse sur la sécurité alimentaire et les moyen d'existences dans le Haut Artibonite et le Nord-Est, Juillet 2015

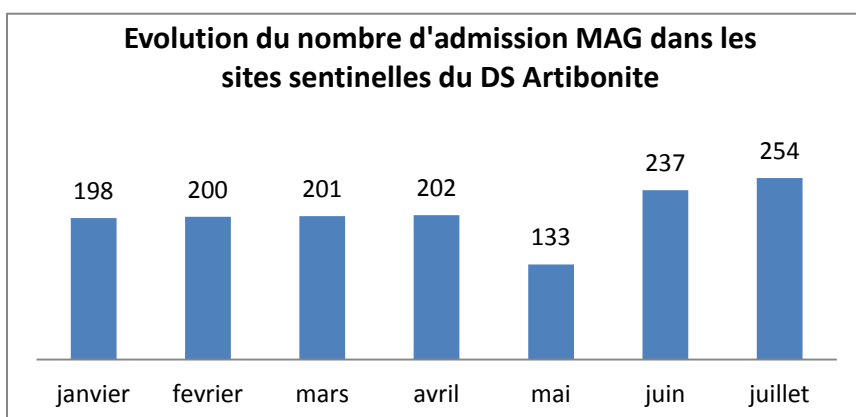
¹⁶ Le Score de consommation Alimentaire (SCA) est un indicateur composite basé sur les groupes d'aliments consommé et leur fréquence de consommation sur une période continue de 7 jours.

¹⁷ Données recueillies dans 19 communes dans 4 départements : Bombardopolis, Môle St Nicolas, Baie de Henne, Bassin Bleu et Jean Rabel dans le Nord-Ouest ; Anse Rouge, Terre Neuve et Gonaïves dans l'Artibonite ; Hinche, Cerca La Source, Carca Carvajal, Thomassique, Thomonde dans le Centre et La Vallée, Côte de Fer, Belle Anse, Grand Gosier, Anse à Pitres et Thiotte dans le Sud-Est.

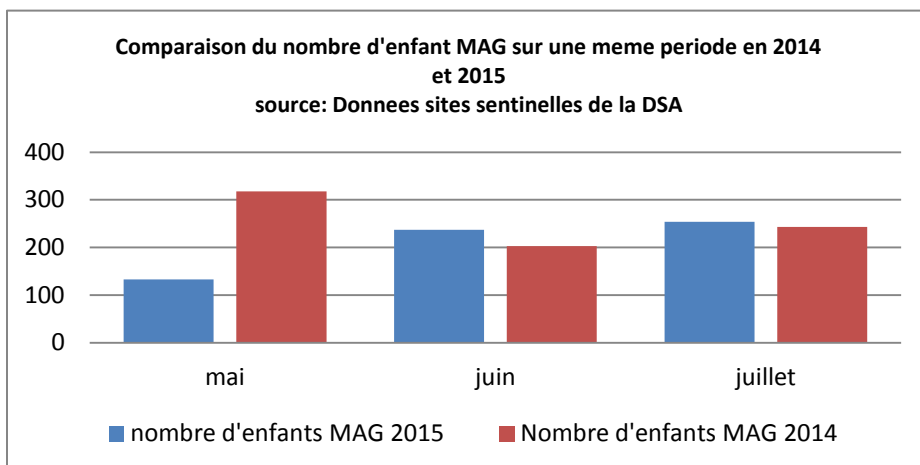
¹⁸ Données du programme Kore Lavi disponibles pour les communes d'Anse Rouge, Terre Neuve et Gonaïves.



Si l'on considère également les données de prise en charge (janvier à juin) recueillies auprès de la Direction Sanitaire de l'Artibonite (DSA), il semblerait qu'il y ait une tendance à la hausse des cas de MAS (Malnutrition Aigüe Sévère) avec complications (USN) et une diminution des cas de MAS sans complications ainsi que des cas MAM (Malnutrition Aigüe Modérée). Toutefois, il convient d'être très prudent en interprétant ces données car les institutions de santé n'envoient pas les rapports tous les mois et le nombre d'institutions varie d'un mois à l'autre. Des données collectées auprès de la Direction Sanitaire du département de l'Artibonite de janvier à juillet 2015 montrent une augmentation des cas de MAS en juin et juillet.



Cependant, si l'on fait une comparaison de ces données par rapport à 2014 sur une même période soit de mai à juillet 2014, on constate qu'il n'y a pas eu de dégradation au cours de l'année 2015. A peu près le même nombre de cas a été enregistré (voir graphe ci-dessous).



Toutefois, selon une enquête nutritionnelle menée par OXFAM dans la commune d'Anse Rouge auprès de 273 ménages par section, on constate une prévalence très élevée de malnutrition avec une prévalence de MAG de 14% et un taux de MAS de 6.2%¹⁹. Toujours selon la même enquête, la proportion d'enfants avec un retard de croissance s'élève à 21%, celle d'insuffisance pondérale de 21.7%. Ces chiffres, même s'ils ne peuvent être extrapolés au niveau communal ni départemental et encore moins national s'avèrent très alarmants au regard de la dernière SMART de mars 2012 qui avait retrouvé un taux de MAG de 3.2% pour le département de l'Artibonite. Toutefois, il est important de souligner que les données de l'enquête SMART ne sont pas désagrégées à l'échelle des communes.

On peut donc avancer, sur base des données disponibles, que des poches de malnutrition semblent exister dans certaines localités des communes comme Anse Rouge et que le département du Nord-Ouest présente des taux de détection bien plus importants que d'autres départements. Il s'agit aussi de signaler que lors des réunions mensuelles du comité technique sur la nutrition de juillet, août et septembre 2015, beaucoup de partenaires ont signalé une pénurie d'intrants pour la prise en charge des cas de malnutrition aiguë sévère avec ou sans complications, notamment sur les deux départements de l'Artibonite et du Nord-Ouest.

En conclusion, au regard de la dégradation de la situation de sécurité alimentaire des populations avec un accès limité à la nourriture et une alimentation très peu diversifiée, il est légitime de penser qu'il y aura probablement des effets néfastes sur la situation nutritionnelle des ménages les plus vulnérables. Si comme le montrent certaines informations, il existe des poches de malnutrition dans certaines communes, il semble aujourd'hui prématuré au vu des données pour l'instant disponibles d'affirmer que la sécheresse en est la cause unique et encore plus prématuré de généraliser la situation à l'ensemble du pays. La situation nutritionnelle doit cependant être analysée rapidement dans les zones les plus critiques, afin de mettre en œuvre une prise en charge adéquate en cas de dégradation dans des poches spécifiques identifiées.

ACCES A L'EAU

L'accès à l'eau est une problématique cruciale dans les deux départements, particulièrement dans les communes du Bas-Nord-Ouest ainsi qu'à Anse-Rouge. La couverture en points d'eau protégés ou améliorés n'est que de 44,1%. Par ailleurs, plus de la moitié des ménages (55%) disent mettre 30 minutes pour atteindre le point de collecte d'eau le plus proche et 11% marchent plus de 120 minutes pour s'y rendre. En outre la raréfaction de l'eau engendre dans 73% des cas la résurgence des conflits au point d'eau.

Il a été constaté qu'un des impacts directs de la sécheresse est un tarissement ou une baisse du débit des sources. Parallèlement, l'organisation Heifer a aussi observé une diminution de la qualité de l'eau due à une dilution moindre des polluants à cause du tarissement et de la baisse de débit des sources.

Selon une enquête réalisée par ACF de concert avec la DINEPA sur l'incidence de la sécheresse sur les ressources en eau dans le bas Nord-Ouest²⁰, 100 % de la population a reconnu l'existence de la situation de sécheresse qui sévit actuellement dans le bas Nord-Ouest. Toujours selon la même enquête, les personnes interrogées lors de focus groups notent une diminution significative du débit des sources et le tarissement de certaines. Près de 89% des groupes ont affirmé que la corvée de l'eau avait augmenté, passant de 30 minutes en temps normal pour aller et retourner avec de l'eau à 3 heures à cause de la situation de sécheresse. A cause des difficultés d'accès à l'eau, 100 % des répondants ont affirmé disposer de moins de 7 litres d'eau par jour. Une situation qui répond aux critères de la première phase d'urgence établi par l'Etat Haïtien. Moins de 50 % des ménages disposaient d'un volume d'eau journalier de 20 litres par personne recommandées par la norme sphère pour l'ensemble des activités domes-

¹⁹ Enquête ligne de base sur la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages au niveau de la commune d'Anse Rouge. Département de l'Artibonite Oxfam Septembre 2015.

²⁰ Rapport d'enquête de l'incidence de la sécheresse sur les ressources en eau, projet EAH, Bas nord – ouest; Bombardopolis, Baie de Henne, Môle St Nicolas, Haïti du 07 au 10 sept 2015. 14 sept 2015. ACF / DINEPA – Bom

tiques (boisson, hygiène, sante, cuisine etc.). Dans 94% des cas, les paramètres organoleptiques de l'eau ont changé à cause de la sécheresse.

La DINEPA et Oxfam, qui sont engagés conjointement dans un programme d'amélioration de l'accès à l'eau dans l'Artibonite, sont confrontés à plusieurs cas de tarissement de sources ou d'assèchement de forages. Des travaux de forage ont été suspendus à Gros Morne suite à plusieurs forages négatifs. Des études géophysiques sont en cours et pourraient donner de plus amples informations dans les semaines à venir sur le niveau des nappes.

CONCLUSION

Depuis mars 2015, la sécheresse s'est abattue sur tout le pays. Cette sécheresse a impacté particulièrement les départements du Nord-Ouest et du Haut Artibonite et a entraîné des pertes considérables de récolte de la campagne de printemps qui représente environ 60% de la production annuelle. Alors que les mois de juillet et août sont normalement des mois de récolte et donc de baisse des prix des produits locaux, cette année les prix des produits alimentaires de base sont en hausse, parmi lesquels le maïs (hausse moyenne de 50%) et le haricot noir (hausse de 100%). A l'heure actuelle les prix des produits alimentaires importés semblent rester stables mais la sécheresse touchant également la République Dominicaine risque de provoquer également la hausse des prix des produits alimentaire importés depuis ce pays.

Par ailleurs, la main-d'œuvre est généralement une source de revenu très importante chez les ménages pauvres et très pauvres. Cependant, la sécheresse ayant entraîné une baisse des activités agricoles, induit une baisse de la demande en main-d'œuvre. De plus, cette période coïncide également avec la rentrée des classes (septembre/octobre). Afin d'envoyer leurs enfants à l'école les ménages doivent diminuer la quantité et la qualité de leur consommation alimentaire.

La perte des récoltes, la tendance à la hausse des prix, la baisse de la demande de main d'œuvre agricole et la pression accentuée sur les ressources naturelles sont autant de facteurs qui réduiront l'accès aux aliments des ménages très pauvres qui adopteront des stratégies de survie de plus en plus corrosives. En raison de la poursuite de l'effet El Nino jusqu'au printemps 2016, les récoltes de la prochaine campagne agricole d'automne de 2015 et même celles de début 2016 semblent fortement compromises.

L'ensemble de ces facteurs laissent à prévoir un basculement d'un grand nombre de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les mois à venir et une dégradation préoccupante de la situation de sécurité alimentaire des ménages très vulnérables et vulnérables qui resteront dans une situation de crise et pourraient, si rien n'est fait, basculer dans une situation d'urgence.

Dans une note de plaidoyer à paraître début octobre 2015, la CNSA estime qu'à peu près 300,000 à 560,000 personnes font face à une crise alimentaire en conséquence de cette sécheresse dans beaucoup de communautés. Ces chiffres restent à mettre à jour avec la dégradation continue de la situation et le possible basculement de zones en IPC 2 vers une phase IPC 3.

RECOMMANDATIONS

- Effectuer une évaluation approfondie des répercussions de la sécheresse sur la situation nutritionnelle via :
 - à court terme, des évaluations rapides dans certaines zones pré-identifiées comme potentiellement les plus à risques et les plus affectées par la sécheresse ;
 - à moyen terme, une enquête nutritionnelle ciblant au moins les départements les plus touchés.

- Harmoniser la méthodologie de collecte de données et compléter l'état des lieux avec des données de partenaires d'autres secteurs, comme la DINEPA et les Directions Sanitaires Départementales, intervenant dans ces zones afin d'appuyer la formalisation ou la révision des plans de réponse à la sécheresse dans le Nord-Ouest et l'Artibonite définissant des réponses multisectorielles adéquates à court, moyen et long termes.
- Mettre en œuvre des activités de réponse ciblées permettant de mitiger l'impact de la situation actuelle et de préparer la période à venir :
 - Mise en place immédiate d'activités HIMO jusqu'au début de la prochaine campagne agricole (février/mars 2016), afin de créer des opportunités d'emploi et de revenus pour les ménages comptant des membres aptes à travailler (activités qui doivent s'inscrire dans le cadre d'une meilleure gestion intégrée des ressources en eau et des bassins versants) ;
 - Continuation ou renforcement des filets de protection sociale ciblant les ménages les plus vulnérables ;
 - Assurer la disponibilité des intrants pour la prise en charge des enfants MAS dans les communes identifiées comme plus vulnérables par les directions sanitaires et appuyer, le cas échéant, les directions sanitaires dans la mise en place de points avancés de traitement (PTA) dans les zones affectées les plus excentrées ;
 - Distribution de semences adaptées pour la prochaine saison agricole d'hiver dans les zones appropriées (montagnes principalement) et pour la prochaine saison de printemps de manière plus généralisée en fonction de l'évolution et des prévisions du phénomène El Nino ;
 - Faciliter l'accès à l'eau dans les centres de santé en collaboration avec la DINEPA ;
 - Distribution d'eau par camion pour répondre en urgence aux besoins en eau dans les centres de santé ;
 - A moyen terme, construction/rénovation/adaptation des points d'eau (forages ou points de distribution d'eau) dans les centres de santé ou à proximité de ces derniers.
 - Pallier le manque d'eau dans les communautés sérieusement affectées par :
 - La distribution d'eau par camion en collaboration avec la DINEPA dans l'urgence et la réparation en urgence des points d'eau en panne ;
- Plaidoyer pour une approche de contiguum, avec des interventions structurantes qui doivent aussi prendre en considération la récurrence des chocs et le renforcement des capacités de réponses à des situations de stress de sorte que ces chocs n'anéantissent pas l'ensemble des efforts de développement mis en œuvre et que des réponses urgentes ne deviennent systématiquement nécessaires.
- Renforcer et améliorer les systèmes de surveillance multisectorielle en sécurité alimentaire, WASH et nutrition et la définition de seuils d'alertes permettant des réponses adéquates et anticipées.
- Continuer et renforcer les efforts structurels soutenant la sécurité alimentaire et nutritionnelle en tenant compte des aspects sociologiques, culturels et de gouvernance et en prenant en considération le changement climatique, les problèmes fondamentaux liés à l'utilisation des terres à forte déclivité, le déboisement et la tenure foncière entre autres à travers diverses actions telles que :
 - Mettre en place des activités de conservation des eaux et des sols sur les versants (canaux d'infiltration, haies vives, terrasses progressives, plantation en courbe de niveau etc.) et des aménagements de ravines et reprofilage des lits de rivières ;
 - Mettre en place un processus d'aménagement intégré de bassins versants prioritaires incluant entre autres un réseau de production de matériel de reboisement (pépinières), de banques de semences et de vergers semenciers ;
 - Supporter les politiques publiques qui favorisent la création d'une filière nationale de semences locales adaptées aux conditions pédoclimatiques, et la structuration d'un réseau communautaire de production, de traitement, de conservation et de commercialisation des semences ;

- Mettre en place des actions pour la maîtrise de l'eau et la gestion intégrée des ressources en eau: canaux d'irrigation, lacs collinaires, aménagements et protection de sources d'eau, stockage d'eau (individuel et collectif), irrigation de montagne et de plaine, gouvernance inclusive de l'eau à l'échelle des bassins versants et en harmonie avec les intérêts des différents utilisateurs ;
- L'amélioration/réhabilitation/construction des systèmes d'alimentation en eau potable approprié au contexte sécheresse, ou la construction de nouveaux points d'eau, et l'accompagnement du comité de gestion de l'eau pour la pérennisation du service d'alimentation en eau ;
- Améliorer et gérer le couvert végétal : lancer des campagnes de reboisement (agroforesterie, foresterie, forêts énergétiques, etc.), promouvoir une agriculture durable (systèmes de production viables), la gestion de pâturages et de l'élevage, promouvoir une agro-industrie respectueuse de l'environnement et des ressources naturelles ;
- Encourager des techniques d'élevage adaptées aux variabilités climatiques et aux actions structurantes promues (limitation de la divagation) et appuyer la structuration de systèmes de soins vétérinaires ;
- Renforcer les actions de protection des capacités reproductives des ressources halieutiques (protection des mangroves, prévention de la pollution marine, limitation de la surpêche, particulièrement des poissons immatures) et promouvoir des techniques de séchage appropriées ;
- Consolider la mise en place de filets de protection sociale et d'une politique de protection sociale bénéficiant aux ménages les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition ;
- Mettre en place des systèmes d'assurance contre les désastres en agriculture.

REMERCIEMENTS

Oxfam et ACF expriment leur gratitude aux institutions et organisations suivantes pour leur contribution à la réalisation de ce document :

La Direction Départementale du Nord-Ouest,
 La Direction Départementale de l'Agriculture de l'Artibonite,
 La Direction Sanitaire de l'Artibonite,
 La Direction Sanitaire du Nord-Ouest,
 La Direction Nationale de L'Eau Potable et de l'Assainissement,
 Heifer International, et
 Agro Action Allemande.